

La newsletter du Cercle Français de l'Eau *Juillet 2021*

Actualités de l'association



Table-ronde:

<u>secteur privé et à la société civile dans une</u> gestion de l'eau partagée et résiliente?

> Le jeudi 16 septembre 2021 de 14h30 à 16h30 Accueil café à partir de 14h

> Maison des Travaux Publics - 3 rue de Berri - 75 008 PARIS Auditorium André BORIE

Les inscriptions seront bientôt ouvertes!

[SAVE THE DATE!]

COLLOQUE ANNUEL

ardi 30 novembre 2021 de 9h à 13h

Maison de la Chimie 28 rue Saint-Dominique 75 007 PARIS

Programme en cours de construction

[REPLAY disponible]

Webconférence du lundi 5 juillet 2021 sur Varenne agricole de l'Eau et de l'adaptation au changement climatique : quelles solutions concrètes en attendre ?

Accéder à la vidéo

Actualités de l'eau

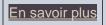
→ En France



Carole DELGA élue Présidente de Régions de France



Le vendredi 9 juillet 2021, le conseil des Régions qui réunit les présidentes et présidents des 18 Régions et collectivités de métropole et d'outre-mer a procédé à la désignation du bureau de Régions de France. Carole DELGA, présidente de la Région Occitanie, a été élue présidente des Régions de France pour les trois premières années du mandat. Puis ce sera Monsieur Hervé MORIN, président de la Région Normandie, qui lui succèdera.





François SAUVADET élu Président de l'ADF

L'Assemblée des Départements de France (ADF) était réunie ce 27 juillet en assemblée générale pour élire son nouveau président suite aux élections départementales des 20 et 27 juin dernier. C'est François SAUVADET, président du conseil départemental de la Côte-d'Or depuis 2008, qui représentera désormais, pour la mandature 2021-2028, cette association réunissant les présidents de département. François SAUVADET a également été réélu président du Comité de Bassin Seine-Normandie le 9 février dernier pour un 3ème mandat.

En savoir plus



Cour des Comptes: Rapport d'évaluation de la politique publique de lutte contre la prolifération des algues vertes en Bretagne (2010-2019)

Début juillet, la Cour des
Comptes a dévoilé son rapport
d'enquête sur les huit bassins
versants concernés par les
algues vertes. L'étude
approfondie de la situation de ces
huit bassins versants débouche
sur une analyse détaillée de
chaque
territoire, présentée dans huit
cahiers territoriaux annexés au
rapport public.

"Action publique déterminée et consciente des enjeux de protection de l'environnement d'un côté, changement de comportement des consommateurs de l'autre, sont les clés d'une réorientation de l'économie agricole vers un développement à la fois durable pour l'environnement et rémunérateur pour les exploitants."

Accéder au rapport

HAUT CONSEIL pour le CLIMAT

Rapport annuel 2021 du Haut conseil pour le climat - Renforcer l'atténuation, engager l'adaptation

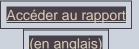
Le rapport "Renforcer l'atténuation, engager l'adaptation" fait le point sur la traiectoire des émissions de gaz à effet de serre de la France et de ses régions et sur la mise en œuvre des politiques et mesures pour les réduire, dans un contexte européen. Dans ce rapport, un regard est porté pour la première fois sur les impacts du réchauffement climatique et les politiques d'adaptation.

Télécharger le rapport



Rapport spécial sur la sécheresse 2021

Le Rapport mondial d'évaluation des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe explore la nature systémique de la sécheresse et ses impacts sur la réalisation du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, les ODD et la santé et le bien-être des humains et des écosystèmes. Alors que nous nous dirigeons vers un monde plus chaud de 2 °C, des mesures urgentes sont nécessaires pour mieux comprendre et gérer plus efficacement le risque de sécheresse afin de réduire le bilan dévastateur sur les vies humaines, les moyens de subsistance et les écosystèmes.





Un nouveau site
Eaufrance pour plus de
transparence dans le
domaine de l'économie
de l'eau

Eaufrance, le service public d'information sur l'eau, propose un nouveau site thématique dédié à l'économie dans le domaine de l'eau. Il a pour objectif de participer à la transparence de la politique de l'eau en France, et d'informer le public sur 5 thématiques de l'économie de l'eau : Tarification de l'eau / Dépenses liées à l'eau / Valeurs liées à

En savoir plus

l'environnement / Analyse

économique et décision /

Usages de l'eau.

Accéder au site

→ Politique française



Le projet de loi Climat & Résilience est adopté

Issu des travaux de
la Convention citoyenne
pour le climat, le projet de
loi portant lutte contre le
dérèglement climatique et le
renforcement de la résilience
face à ses effets a
été définitivement
adopté par le Parlement le

mardi 20 juillet 2021. Cette



Décret sur la gestion quantitative de la ressource en eau et des situations de crise liées à la sécheresse

Ce décret tant attendu a été publié au Journal officiel du 24 juin 2021. Il vise à mieux encadrer les autorisations de prélèvements,

notamment pour les cultures, et renforcer le rôle du préfet coordonnateur



Une motion commune AMORCE / ADF / AdCF / FP2E / FENARIVE / France Urbaine pour s'opposer au projet de réforme des redevances Agence de l'eau

Des inquiétudes partagées par plusieurs associations et fédérations représentants les autorités organisatrices, les gestionnaires et les usagers des services publics loi vise à accélérer la transition écologique dans tous les domaines de notre quotidien et s'articule autour de quinze mesures phare.

En savoir plus

de bassin. Maître P. Marc, maître S. VERETOUT et B. COUPRY, directeur d'EAUCEA, ont publié un article qui amène des précisions sur la gestion spatiale et temporelle du déficit quantitatif de la ressource en eau.

Télécharger le décret

Accéder aux précisions du cabinet P. MARC Avocats

d'eau et d'assainissement, concernant le projet de refonte des 2 principales redevances Agences de l'eau, ont amené à l'aboutissement d'une motion commune sous-titrée "Une remise en cause du principe "pollueur payeur" qui fragiliserait les services publics d'eau et d'assainissement et alourdirait la facture des usagers.

En savoir plus

→ Dans les Institutions européennes



Les ministres de l'agriculture confirment l'accord sur la réforme de la PAC. Que va-t-il se passer ensuite?

En juin 2021, les ministres de l'agriculture de l'UE ont validé l'accord provisoire dégagé avec le Parlement européen sur les éléments clés de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Après les travaux sur les derniers détails techniques de la proposition de réforme, celleci sera officiellement approuvée à la fois par le Parlement européen et par le Conseil. La nouvelle PAC couvrira la période 2023-2027; le régime transitoire convenu en 2020 continuera de s'appliquer jusqu'en 2023. Les États membres ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour soumettre leurs projets de plans stratégiques nationaux (PSN) à l'approbation de la Commission.

En savoir plus



La mise en œuvre du Pacte Vert européen

Le **14 juillet 2021**, la Commission européenne a adopté une série de propositions visant à adapter les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Cette réduction des émissions au cours de la prochaine décennie est essentielle pour permettre à l'Europe de devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050 et de concrétiser le pacte vert pour l'Europe. Pour atteindre les objectifs fixés par ce pacte, la Commission s'est engagée à mobiliser au moins 1 000 milliards € d'investissements durables au cours de la prochaine décennie.



La loi européenne pour le climat adoptée

Les Etats membres de l'Union européenne ont approuvé le 28 juin dernier une loi rendant les objectifs de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) juridiquement contraignants.

Cette première loi européenne sur le climat vise à inscrire dans la législation de l'UE l'objectif fixé dans le pacte vert pour l'Europe, afin que l'économie et la société européennes deviennent climatiquement neutres à l'horizon 2050. Une réforme du marché du carbone, des normes d'émissions plus strictes pour les nouvelles voitures et des objectifs plus ambitieux en matière d'énergies renouvelables figurent parmi les nouvelles propositions.

En savoir plus

En savoir plus

Événements du CFE

Assemblée générale statutaire

Jeudi 16 septembre 2021 de 9h30 à 11h30

Maison des Travaux Publics 3 rue de Berri 75 008 PARIS

Assemblée générale Table-ronde

Eau, bien commun : quelle place donner au secteur privé et à la société civile dans une gestion de l'eau partagée et résiliente ?

Jeudi 16 septembre 2021 de 14h à 16h30

Maison des Travaux Publics 3 rue de Berri 75 008 PARIS

Programme & inscriptions à venir

Colloque annuel

Mardi 30 novembre 2021 de 9h à 13h

Maison de la Chimie 28 rue Saint-Dominique 75 007 PARIS

Programme & inscriptions
à venir

Événements de nos partenaires



100ème congrès de l'ASTEE

Du 28 au 30 septembre 2021 à Paris (75)

Le citoyen-usager au cœur des métiers de l'eau et des déchets

S'inscrire



L'ANEB organise avec le SMEAG un colloque national :

Du 22 au 24 septembre 2021 à Toulouse (31)

L'eau au cœur de l'aménagement : une stratégie gagnante!

Page de l'événement



35ème congrès d'AMORCE

Du 20 au 22 octobre 2021 à Troyes (10)

La relance économique pour atteindre les objectifs de transition écologique des territoires

Page de l'événement



